CAP DZ
QUOTIDIEN D'INFORMATION

UNION INTERNATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

L'Algérie décroche un siège au Conseil

Page 09

PROJET "AMBASSADEURS CULTURELS DE LA JEUNESSE ALGÉRO-CHINOISE"



Remise des prix aux lauréats

Page 08

APN

Le projet de loi de finances 2027 adopté à la majorité



Page 07

ROUTES DE LA SOIE - SUN ET IASS



Clôture de l'étape tlemcénienne sous le signe de l'échange et du rapprochement académique

Page 06

AÉROPORT D'ALGER

Saïd Sayoud supervise le chantier de modernisation



Page 09

N° 3750 Mardi 17 Novembre 2026 | ISSN 2335-1411 / www.capdz.dz | Prix 20 DA

CAMPAGNE ÉLECTORALE

Les partis plaident pour une confiance renouée entre citoyens et institutions



R.M

Au onzième jour de la campagne pour les élections locales du 28 novembre, les leaders politiques ont centré leurs interventions, dimanche, sur le renforcement de la confiance entre le citoyen et les institutions de l'État. À El Tarf, le président de Jil Jadid, Lakhdar Amokrane, a vu dans ce scrutin « une opportunité pour consolider cette confiance, à travers l'édification de collectivités locales fortes », conditionnée selon lui par l'implication du citoyen dans la prise de décision et le suivi du développement local. À Guelma, Hadj Belghaouti, du Front El-Moustakbal, a assuré que le développement des communes et des wilayas reposait « essentiellement sur le renforcement de la communication avec les citoyens, partenaires effectifs et force de proposition », appelant à une forte participation.

À Sidi Bel-Abbès, Lamine Osmani, président de Sawt Ech-Chaâb, a exhorté les candidats à intensifier l'action de proximité, à écouter les préoccupations des citoyens, à faire preuve d'éthique dans la gestion des deniers publics et à orienter les budgets vers les projets d'utilité publique, tout en impliquant les jeunes dans l'action politique. Dans la même wilaya, Fatima Zohra Zerouati, présidente de TAJ, a mis en avant la nécessité de « renforcer la confiance des citoyens envers les élus locaux, en assumant pleinement leurs responsabilités et en concrétisant leurs promesses sur le terrain », et appelé à associer citoyens, jeunes et compétences locales à la définition des priorités.

À Relizane, Idriss Abassa, du RND, a plaidé pour des assemblées populaires capables de répondre aux aspirations des citoyens et de concrétiser le développement durable, rappelant que le parti s'engage avec un programme fondé sur le « travail politique responsable ».



RELIZANE

Pour le RND, l'élu doit dépasser la simple gestion administrative



H. N

Le rôle de l'élu local ne se limite pas à la gestion administrative : il consiste aussi, et surtout, à assumer la responsabilité première de trouver des solutions à toutes les préoccupations de la commune et de la wilaya. C'est le message porté dimanche à Relizane par Driss Abassa, membre du bureau national du RND, lors d'une réunion populaire tenue à la salle « Moudjahid Bouhni » d'Oued Rhiou, à une cinquantaine de kilomètres à l'est du chef-lieu, dans le cadre du onzième jour de la campagne électorale.

Mandaté par le secrétaire général du parti, Monder Bouden, M. Abassa a indiqué que le RND prend part à ce scrutin avec un programme fondé sur « l'action politique responsable ».

Une formule qui résume, selon lui, la conception que son parti se fait du mandat local : l'élu « n'est pas uniquement un gestionnaire administratif, mais avant tout le premier responsable de la recherche de solutions à toutes les questions concernant la commune ou la wilaya ». Autrement dit, au-delà du suivi des dossiers et de l'exécution des budgets, l'élu doit être un force de proposition, capable d'identifier les problèmes, d'y apporter des réponses concrètes et de porter la voix des habitants.

Dans ce contexte, il a appelé à mettre en place des assemblées locales « capables de répondre aux aspirations des citoyens et de réaliser le développement durable ». Un objectif qui suppose, à ses yeux, des équipes à la hauteur des attentes, raison pour laquelle il a assuré que les listes de son parti comprennent des candidats « expérimentés et compétents », parmi les jeunes et les femmes, présentés comme « deux piliers essentiels dans la construction du présent et de l'avenir de la nation ». En mettant en avant la présence de ces profils sur ses listes, le RND entend démontrer sa volonté de renouveler la classe élue tout en s'appuyant sur l'expérience nécessaire à la gestion des collectivités.



CAP DZ
QUOTIDIEN D'INFORMATION
Édité par la SARL BAHIA.COM
Directrice Générale
Hafida BENARMAS
Directrice de Publication
Fatima Benyekhlef

Siège social
Adresse :
Cité 1377
Logts AADL,
Bt 22,
1er étage,
Oran 31000

Administration- Rédaction-
Service publicité
Tel: 041 80 32 62 /
Fax : 041 80 32 63
Mobile : 0770 65 93 89
www.capdz.dz
redaction@capdz.dz
publicite@capdz.dz

IMPRESSION
Impression OUEST S.I.O
DIFFUSION
BAHIA.COM
TEL: 0770 65 93 89
Les manuscrits, photographies et illustrations ou tout autre document adressés ou remis à la rédaction ne seront pas rendus et ne peuvent faire l'objet d'aucune réclamation.

Pour votre Publicité s'adresser à: l'Entreprise Nationale de communication, d'Edition et de Publicité»
Agence ANEP 01, Avenue Pasteur - Alger.
Téléphone: 020.05.20.91/020.05.10.42
Fax: 020.05.11.48 / 020.05.13.45
020.05.13.77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran @anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

ORAN

Le monde sportif attend des infrastructures et un vrai soutien aux clubs



B.F

À Oran, à l'approche des élections locales du 28 novembre, les acteurs du Mouvement sportif national (MSN) expriment des attentes convergentes : amélioration des infrastructures, diversification des financements et renforcement de l'accompagnement des clubs. Derrière ces revendications, une même conviction : le sport doit figurer parmi les priorités des futures assemblées.

En tête des préoccupations viennent les équipements. Les responsables de clubs souhaitent que les futurs élus accordent une plus grande attention au secteur, via la réhabilitation des stades communaux et des salles omnisports, l'entretien régulier des infrastructures existantes et l'amélioration des mécanismes de soutien financier aux associations et aux clubs. Pour eux, l'enjeu dépasse la simple rénovation : il s'agit de disposer de lieux adaptés, sûrs et accessibles. « Les infrastructures sportives et le soutien financier aux équipes et aux clubs figurent parmi les principales préoccupations de la famille sportive », résume Mohamed Amine Abaidia, président du club Marathon Oran, qui souhaite que « les futurs élus prennent en charge ce volet » et inscrivent ces besoins dans les programmes de développement local, « sur la base des constats de terrain ».

Le renforcement des infrastructures est perçu comme « un facteur essentiel pour élargir la pratique sportive à la base, détecter et former les jeunes talents et améliorer les conditions de préparation des athlètes ». Kada Cheraka, président de Sawt Souqour Oran, appelle ainsi au « renouvellement et à la réhabilitation des infrastructures » et au développement du sport de proximité, pour mobiliser les moyens au profit des jeunes dans les différentes localités. Le volet financier n'est pas en reste : Abed Mustapha, du RCG Oran, insiste sur « la mobilisation des financements nécessaires », notamment pour les déplacements et l'acquisition d'équipements, des « défis auxquels sont confrontées les équipes des divisions inférieures », et plaide pour que « les budgets alloués aux clubs répondent à leurs besoins réels ».

Les pratiquants de sports de combat (karaté, lutte, judo) réclament, eux, des salles spécialisées conformes aux normes et des aides permettant de poursuivre leurs activités et de préparer les compétitions nationales et internationales. Tous demandent aussi la poursuite de la réalisation de terrains de proximité dans les grands ensembles résidentiels, une diversification des disciplines et une meilleure coordination entre écoles, clubs et collectivités locales, afin de faire du sport un espace d'encadrement des jeunes et de prévention des fléaux sociaux. Lors des meetings, les chefs de partis et candidats ont abordé le développement du sport et des infrastructures destinées aux jeunes : des promesses que le monde sportif oranais attend de voir se concrétiser après le 28 novembre.

ÉLECTIONS LOCALES DU 28 NOVEMBRE

Sept Partis À La Conquête Des 108 000 Électeurs De Bir El-Djir

Habib Benouda

Deuxième plus important réservoir électoral de la wilaya d'Oran, la commune s'apprête à vivre une compétition serrée, avec cinq secteurs urbains comme principaux terrains de campagne. La commune de Bir El-Djir s'impose comme l'un des principaux enjeux des élections locales du 28 novembre prochain. Deuxième plus importante réserve électorale de la wilaya d'Oran, après le chef-lieu, elle constitue un terrain de compétition particulièrement convoité par les formations politiques, qui entendent rallier le maximum de suffrages parmi les quelque 108 000 électeurs inscrits. Réparti à travers cinq secteurs urbains, ce corps électoral confère à la commune un poids stratégique dans le paysage électoral local. Son importante densité démographique, l'extension de son tissu urbain ainsi que la diversité de ses quartiers et ensembles résidentiels en font un enjeu majeur pour les partis engagés dans la course.

Sept formations politiques sont en lice : le Front de libération nationale (FLN), le Rassemblement national démocratique (RND), le Mouvement de la société pour la paix (MSP), le Front El Moustakbal, le parti Sawt Echaâb, le Rassemblement de l'espoir de l'Algérie (Taj) et le Mouvement El Bina. Chacune entend défendre son programme, mettre en avant ses candidats et convaincre les citoyens afin de renforcer sa représentation au sein de la prochaine Assemblée populaire communale (APC).

Cinq secteurs urbains au cœur de la bataille électorale

L'étendue du territoire communal et la diversité des préoccupations locales imposent aux candidats une approche de proximité. Amélioration du cadre de vie, réfection des routes, modernisation de l'éclairage public, propreté urbaine, renforcement des transports, réalisation d'équipements de proximité et aménagement d'espaces de loisirs figurent parmi les principales attentes auxquelles les listes en



compétition doivent apporter des réponses. Les cinq secteurs urbains constituent ainsi des espaces privilégiés de mobilisation, chacun présentant ses propres priorités et contraintes. Les candidats multiplient les sorties sur le terrain, les rencontres de proximité et les échanges directs avec les habitants pour recueillir leurs doléances et exposer les propositions inscrites dans leurs programmes. Les stratégies de campagne varient entre meetings populaires, tournées dans les quartiers, rencontres restreintes et distribution de supports de communication. Une attention particulière est également accordée aux jeunes, aux femmes et aux nouveaux électeurs, autant de catégories que les formations politiques cherchent à mobiliser.

Dans cette compétition marquée par le nombre de listes et l'importance du corps électoral, Bir El-Djir figure parmi les communes les plus disputées de la wilaya. Le verdict des urnes permettra de mesurer le poids électoral de chaque formation et l'adhésion des citoyens aux programmes proposés, avant la mise en place de la nouvelle APC.

À BOUSFER

Le Front El Moustakbal mise sur plus de 22 projets pour convaincre les électeurs

H. Nassira

La liste n° 3 du Front El Moustakbal à Bousfer place le développement des infrastructures de proximité et l'amélioration du cadre de vie au cœur de son programme électoral.

Ses candidats avancent plus de 22 projets couvrant plusieurs secteurs, de la santé à l'éducation, en passant par les équipements publics, les espaces de loisirs et les infrastructures sportives. Des engagements qu'ils entendent concrétiser dans l'éventualité d'une victoire aux élections municipales du 28 novembre.

Au contact des habitants, à travers des rencontres de proximité, des permanences électorales et des rassemblements organisés dans les différents quartiers de la commune, les candidats disent avoir identifié plusieurs besoins auxquels ils ambitionnent d'apporter des réponses. Dans le domaine de la santé, ils s'engagent notamment à plaider pour le renforcement de la couverture sanitaire à Bousfer-Centre et au village de Fellaoucen, à suivre le projet de réalisation d'une polyclinique et à réclamer l'ouverture d'une salle de soins à Bousfer-Plage.

Le volet éducatif occupe également une place importante dans leurs propositions. La liste prévoit de défendre la réalisation d'une école primaire au quartier Ibn Sina, l'ouverture de cantines scolaires au lycée Ben Omar Saïd et au CEM Boudinar Mohamed, ainsi que le suivi du projet de collège prévu au niveau des 500 logements de Fellaoucen. La concrétisation d'un groupe scolaire de 12 classes figure aussi parmi les engagements avancés. Les candidats promettent, par ailleurs, un suivi régulier du transport scolaire et de la restauration, avec une attention particulière à la qualité des repas servis aux élèves.

Sports, jeunesse et espaces publics au programme

En matière d'aménagement urbain, le programme prévoit la réfection de routes dégradées, l'embellissement de l'entrée principale de Fellaoucen et l'achèvement de l'espace de loisirs pour enfants à l'entrée de Bousfer. La réhabilitation des terrains de proximité à Fellaoucen, au quartier Ouediet et à Bousfer-Plage, ainsi que la réalisation d'un stade communal et d'une salle omnisports, figurent également parmi les priorités.

La liste entend enfin défendre la réalisation d'une maison de jeunes à Fellaoucen la création de marchés couverts et la réhabilitation des lieux de culte, notamment la vieille mosquée de Bousfer. Pour ses candidats, l'enjeu du scrutin est aussi d'instaurer une gestion locale fondée sur la proximité et la reddition régulière des comptes devant les citoyens. La campagne se poursuit ainsi au rythme des sorties de terrain dans les différents quartiers de la commune.

ADNANE DALI CANDIDAT À L'APC DE TLEMCEN

« Cet engagement est une responsabilité avant d'être un mandat »



O.DEGUI

C'est avec conviction et un profond sens des responsabilités qu'Adnane Dali a annoncé sa candidature aux élections de l'Assemblée populaire communale (APC) de Tlemcen, prévues le 28 novembre 2026, sous la bannière du Sawt Echaâb. Commerçant de métier et vice-président de l'APC de Tlemcen (2022-2026), chargé de l'environnement, il souhaite « mettre son expérience et son engagement au service des citoyens », défendre les préoccupations de la population et contribuer au développement de la commune. Son ambition affichée : porter la voix des jeunes, des femmes et de toutes les catégories sociales, pour « une commune plus forte et une wilaya unie et solidaire ».

Son bilan plaide pour lui, estiment ses soutiens. Ayant pris les rênes de l'APC durant un mandat, il a su prouver sa valeur par des actes concrets, au point d'être décrit comme un « gestionnaire expérimenté, intègre, courtois, profondément sociable et toujours à l'écoute des citoyens ». Une expérience à la tête de l'assemblée qui, combinée à sa solide formation en administration, constitue selon eux « un atout majeur » pour un second mandat avec une équipe renouvelée, afin de poursuivre le plan stratégique de développement de la commune. Ce second mandat serait ainsi placé sous le signe de la continuité, mais aussi du renouveau, avec l'ambition de consolider les acquis et d'accélérer les projets structurants pour la ville.

« Cette décision s'inscrit dans une volonté de participer activement à la vie publique, de contribuer au débat démocratique et de répondre aux préoccupations de nos concitoyens », a déclaré M. Dali, pour qui « cet engagement est une responsabilité avant d'être un mandat ». Une formule qui résume sa conception de la politique : une mission de service, fondée sur l'écoute et l'action, plutôt qu'une simple conquête de poste.

Il promet ainsi une démarche « d'ouverture et de dialogue », fondée sur « l'écoute, la proximité, la transparence et la disponibilité ». Un engagement qu'il entend traduire sur le terrain, au plus près des préoccupations quotidiennes des habitants, et dans la gestion des affaires de la commune. Pour ses partisans, cette posture, à la fois ferme sur les principes et accessible aux citoyens, constitue la meilleure garantie d'une gestion locale à l'écoute et au service de l'intérêt général.

MME SABAH SAIDI, DIRECTRICE DE LA CAMPAGNE ÉLECTORALE DU FLN

« Le terrain avant tout »

O.D

À quelques jours de la fin de la campagne électorale, alors que les partis rivalisent d'efforts pour faire connaître leurs programmes, Mme Sabah Saidi, directrice de la campagne du Front de libération nationale (FLN) à Tlemcen, nous a ouvert les portes de son bureau. Une rencontre l'occasion de lever le voile sur un rôle méconnu, celui de chef d'orchestre d'une campagne.

D'entrée, elle tient à remettre les choses dans leur contexte : « La médiatisation des activités de notre campagne n'est qu'une démarche complémentaire au travail de terrain. » Un plan de communication a bien été mis en place, mais il ne saurait remplacer le contact direct avec les citoyens. L'objectif, dit-elle, reste « la sensibilisation du plus grand nombre de citoyens à l'importance de participer au succès de ces élections locales ». Car le poste qu'elle occupe ne se résume pas à une fonction d'affichage. « Le responsable de la campagne d'un parti est généralement une personne



de confiance, proche du candidat », explique-t-elle. Une proximité indispensable : il est « le premier interlocuteur du candidat, son bras droit pour la campagne ». Parfois appelé à le représenter ou à parler en son nom, il agit le plus souvent en retrait, dans l'ombre du candidat. Sa mission principale : « s'occuper de toutes les tâches matérielles et d'organisation de la campagne, afin de libérer le candidat de tous ces aspects ».

Mais Mme Saidi ne se contente pas de cette partition logistique. Elle revendique haut et fort une autre dimension : « Ma mission, autant que directrice de campagne, est également importante dans la définition et la mise en œuvre de la stratégie électorale. Je joue donc un rôle à la fois stratégique et opérationnel. » Une double exigence qui fait d'elle une interlocutrice clé de l'appareil du parti dans la wilaya, à la croisée de la conception et de l'exécution. Dans les prochains jours, notre rédaction poursuivra son immersion au cœur des formations politiques engagées dans ces élections locales, pour mieux en comprendre les ressorts.

BENAMAR ABDELKRIM, TÊTE DE LISTE DU FRONT EL MOUSTAKBAL

« Faire de Bousfer une commune productive et créatrice de richesses »

H. Nassira



Rompre avec une gestion communale essentiellement administrative pour engager Bousfer dans une véritable dynamique de développement. C'est l'ambition affichée par Benamar Abdelkrim, tête de la liste n° 3 du Front El Moustakbal aux élections de l'Assemblée populaire communale (APC) du 28 novembre prochain. Son programme mise notamment sur la valorisation du foncier disponible, le renforcement des infrastructures de proximité, la relance des projets d'aménagement et l'amélioration du cadre de vie des habitants.

Acteur associatif engagé depuis 2016 et investisseur dans le secteur agricole, le candidat revendique un parcours marqué par différentes responsabilités au sein du mouvement associatif. Formé dans plusieurs domaines, notamment les travaux pétroliers, l'agriculture, la gestion associative et le leadership, il est également à l'origine du projet de réalisation, à Aïn El Turck, d'un centre psychopédagogique destiné aux enfants autistes et trisomiques, présenté comme une structure unique à l'échelle de la daïra. Son engagement l'a conduit à exercer des responsabilités au sein de l'Union nationale de la jeunesse algérienne, de l'association Chabab El Bahia, de la Ligue algérienne de défense des droits de l'homme et de la Fédération nationale algérienne de l'autisme, à Oran.

Pour Benamar Abdelkrim, l'enjeu dépasse la conquête des sièges. « Nous ne faisons pas de promesses, nous prenons des engagements envers les citoyens de Boufer pour passer d'une commune administrative à une commune productive, créatrice de richesses et capable de concrétiser des projets », soutient-il.

Le foncier au cœur des priorités

La récente approbation de l'extension du plan directeur d'aménagement et d'urbanisme (PDAU) constitue, selon lui, une opportunité à saisir pour impulser de nouveaux projets. Le candidat entend défendre l'attribution de quotas supplémentaires de logements sociaux et de logements promotionnels aidés (LPA) au profit des ménages à revenus moyens. L'accompagnement des citoyens concernés par la régularisation de leurs constructions dans le cadre de la loi 08-15 figure également parmi ses engagements.

Autre dossier sensible : celui de l'habitat précaire. À Fellaoucen, Oudit et haï Ibn Sina (Les fermes), il préconise un accompagnement des familles auprès des autorités locales en vue de leur relogement dans des conditions décentes, conformément aux programmes de l'État.

Le programme accorde, par ailleurs, une place à la création d'emplois pour les jeunes, à la préservation du potentiel touristique et environnemental de Bousfer ainsi qu'à la modernisation des services communaux. Une gestion participative, articulée autour d'une commission d'écoute et d'un conseil consultatif, est également proposée pour associer les citoyens aux décisions locales.

Le candidat appelle enfin les électeurs à accorder leur confiance à sa liste le 28 novembre, estimant que la participation citoyenne sera déterminante pour ouvrir une nouvelle étape dans le développement de la commune.

MIH MILOUD :

« Le logement, l'emploi et cadre de vie au coeur du programme de TAJ »



H. N

À Gdyel, la liste du parti Tajamoû Amel El Djazaïr (TAJ), conduite par Mih Miloud sous le numéro 10, place le logement, l'emploi et l'amélioration du cadre de vie au centre de ses engagements électoraux. Son programme s'articule autour de propositions visant à répondre aux préoccupations des habitants et à impulser une nouvelle dynamique de développement à l'échelle de la commune. Âgé de 56 ans, travailleur indépendant et acteur associatif connu dans la région est de la wilaya d'Oran, Mih Miloud est également membre responsable de l'Organisation nationale des enfants de chouhada et coordinateur du bureau communal du TAJ. À la tête de cette liste, il fait notamment du dossier du logement l'une de ses principales priorités. Avec plus de 8 000 demandes recensées, le logement public locatif (LPL) constitue un enjeu majeur. Le candidat s'engage à plaider pour l'inscription de programmes supplémentaires, à travers une meilleure mobilisation du foncier disponible, tout en défendant une répartition équitable des logements. La création d'une zone d'activités figure également parmi les propositions phares, avec l'ambition de stimuler l'investissement local et de favoriser la création d'emplois au profit des jeunes de Gdyel. La transparence dans la gestion des affaires communales, notamment dans la passation des marchés publics, constitue un autre axe du programme. L'amélioration du cadre de vie passe, quant à elle, par la création d'espaces verts et d'aires de jeux dans les quartiers, ainsi que par la réhabilitation de la forêt de Ras El Aïn pour en faire un espace de détente familial.

Kristel, un potentiel touristique à valoriser

Sur le volet éducatif, la liste entend renforcer l'entretien des écoles primaires, améliorer les conditions de scolarisation, accélérer la livraison du nouveau lycée et plaider pour la réalisation de nouvelles infrastructures scolaires. Le soutien aux associations locales et la réhabilitation des mosquées figurent également parmi ses engagements. À Kristel, Mih Miloud propose de promouvoir une véritable dynamique touristique en encourageant les investissements dans l'hôtellerie et les camps de vacances. La réfection des routes, la généralisation de l'éclairage public et une meilleure organisation de l'activité commerciale complètent les propositions de la liste, qui prévoit également d'associer les habitants et les comités de quartiers aux opérations de nettoyage, de plantation et de préservation de l'environnement.

BESSOLTANE AFIF, CANDIDAT DU GLN POUR L'APC D'ORAN

35 ans d'engagement politique et une expérience du terrain au service de la commune

Habib Benaouda

Candidat sur la liste du Front de libération nationale (FLN) pour les élections à l'Assemblée populaire communale d'Oran, Bessoltane Afif entend mettre à profit un parcours de 35 années dans l'action politique, estudiantine et associative, ainsi qu'une expérience dans la gestion locale, pour contribuer au développement de la ville et à l'amélioration du cadre de vie des citoyens.

Portant le numéro 01, la liste du FLN compte Bessoltane Afif en cinquième position. Son engagement politique s'est construit au fil de plusieurs responsabilités au sein du mouvement estudiantin. Membre fondateur de l'Organisation nationale des étudiants algériens en 1998, il en prend la tête du bureau de wilaya d'Oran en 2002. Il intègre, l'année suivante, la commission de communication, des étudiants et de la jeunesse de la mouhafadha d'Oran. Il a également été membre du bureau de wilaya de l'Union générale des étudiants algériens, chargé de l'organisation, et a contribué à la création de l'Organisation nationale pour le développement en Algérie, dont il a rejoint le bureau national. Durant ces années d'engagement, il s'est particulièrement investi dans la défense des droits des étudiants et l'amélioration de leurs conditions de vie universitaire, notamment en matière de transport, d'hébergement et de restauration. Les difficultés liées aux transferts entre universités, instituts et filières figuraient également parmi ses principaux dossiers d'intervention. Son parcours l'a ensuite conduit à exercer des responsabilités au sein de l'APC d'Oran. Élu en 2017, il a présidé la commission de la santé et de l'hygiène, une fonction qui lui a permis de se familiariser avec les réalités de la gestion communale, les enjeux de santé publique, la propreté urbaine et la protection de l'environnement.

Sur le plan professionnel, Bessoltane Afif exerce en qualité de médecin-conseil auprès de la Caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés (CNAS) d'Oran. Une activité qui le place quotidiennement au contact des citoyens et de leurs préoccupations sanitaires, sociales et administratives. Pour cette échéance électorale, le candidat affirme vouloir traduire cette expérience en propositions concrètes, en privilégiant les préoccupations quotidiennes des habitants. Parmi ses priorités figurent la réhabilitation des routes, le traitement des nids-de-poule et l'amélioration du transport urbain, notamment dans les quartiers insuffisamment desservis, à l'image de Bel Air. Il plaide également pour la généralisation de l'éclairage public et le renouvellement des réseaux dégradés. La propreté urbaine, l'éradication des décharges anarchiques, la réhabilitation des réseaux d'assainissement dans certains secteurs de Haï El Hassi, ainsi que la prévention des inondations et des accumulations d'eaux pluviales figurent aussi parmi ses préoccupations. Il propose, par ailleurs, d'étudier des solutions durables aux perturbations de l'alimentation en eau potable, notamment à travers la réalisation de réservoirs, et de renforcer le raccordement au gaz naturel.



Enfin, il entend encourager l'investissement de proximité, soutenir les petites initiatives économiques et favoriser l'emploi des jeunes. Pour Bessoltane Afif, l'enjeu est de promouvoir une gestion communale fondée sur l'écoute, la proximité et l'équité entre les quartiers, avec une exigence : faire passer l'action municipale des engagements électoraux aux réalisations concrètes.

CANDIDATE DU FLN

À 23 ans, Rihane Abed mise sur l'innovation pour servir les citoyens

H. Nassira

Classée en quatrième position sur la liste du Front de libération nationale (FLN) aux élections de l'APC d'Oran, Rihane Abed, 23 ans, en est la plus jeune candidate. Étudiante en économie et gestion des entreprises, elle entend faire de son engagement politique un levier au service des citoyens, avec notamment un projet d'application numérique pour rapprocher l'administration des habitants.

La jeunesse entend prendre sa place dans la gestion des affaires locales. À 23 ans, Rihane Abed fait figure de benjamine sur la liste du FLN, numéro 1 dans la course à l'Assemblée populaire communale d'Oran. Classée au quatrième rang, cette jeune Oranaise ambitionne de porter les aspirations d'une nouvelle génération et de contribuer, par ses propositions, à l'amélioration du quotidien des habitants.

Dans un entretien accordé à CapDz, elle souligne que son engagement au sein du FLN s'inscrit dans une histoire familiale, plusieurs générations des siens ayant milité sous la bannière de cette formation politique. Un héritage qu'elle entend prolonger par une implication concrète dans la vie publique, avec la volonté de mettre l'énergie et les compétences de la jeunesse au service d'une commune qui, estime-t-elle, mérite une gestion à la hauteur de son statut de deuxième plus grande commune du pays.

Son programme accorde une place centrale à l'amélioration du cadre de vie, à la propreté urbaine et au développement durable. La candidate entend notamment relayer les préoccupations des habitants en matière d'aménagement des quartiers, de réfection des routes et de préservation de l'environnement. L'organisation des transports, la fluidité de la circulation et la protection du patrimoine urbain figurent également parmi les dossiers qu'elle souhaite défendre. Elle ambitionne, en outre, de faire entendre davantage les voix des jeunes et des femmes au sein de la future assemblée.

Le numérique au service de la proximité

Sa proposition phare repose sur la création d'une application permettant aux citoyens de signaler les dysfonctionnements constatés dans leur environnement immédiat : nids-de-poule, chaussées dégradées ou autres défaillances affectant le service public. L'objectif est de faciliter la remontée des doléances, d'accélérer leur prise en charge et de permettre aux services communaux de mieux cerner les besoins des différents quartiers.

Enfin, Rihane Abed appelle les électeurs oranais à participer massivement au scrutin du 28 novembre, considérant que le choix des représentants locaux et la construction de l'avenir de la commune passent avant tout par l'implication des citoyens.

ROUTES DE LA SOIE - SUN ET IASS

Clôture de l'étape tlemcénienne sous le signe de l'échange et du rapprochement académique



Bakhta Bacha

La séquence tlemcénienne de la 11e Assemblée générale du Réseau des universités de la Route de la soie (SUN), couplée à la 9e Conférence scientifique de l'Association internationale des études sur la Route de la soie (IASS), s'est achevée lundi 16 novembre dans une atmosphère empreinte de convivialité. Avant de prendre la direction de la capitale pour poursuivre leur programme dans les autres établissements universitaires partenaires, les membres de la délégation internationale ont partagé un moment de rencontre avec des étudiants de l'Université Abou Bekr Belkaïd, immortalisé par des photos-souvenirs devant le siège de la présidence de l'établissement.

Cette séquence, qui a marqué la fin des activités organisées à Tlemcen, a prolongé sur le plan humain les échanges scientifiques et institutionnels engagés durant cette rencontre internationale. Les sourires échangés entre les étudiants et les représentants des universités participantes ont illustré l'esprit d'ouverture et de dialogue interculturel qui a accompagné cette manifestation, dont l'ambition est de consolider les passerelles entre les espaces académiques et de promouvoir une coopération durable au-delà des frontières.

Cette édition revêt une portée particulière pour l'Algérie. Pour la première fois depuis la création du réseau SUN en 2015, le pays accueille cette double manifestation internationale, réunissant près de 140 participants issus de 50 universités de 21 pays répartis sur quatre continents : l'Asie, l'Europe, l'Afrique et l'Amérique. Présidents d'universités, responsables d'établissements, chercheurs, enseignants et personnalités scientifiques et diplomatiques ont ainsi été réunis autour des perspectives de développement des échanges universitaires et de la construction de nouveaux partenariats académiques.

Mais la rencontre ne se limite pas à son escale tlemcénienne. Le programme se poursuit dans plusieurs établissements universitaires du pays, notamment à l'Université Ferhat-Abbas de Sétif, à l'Université Abderrahmane-Mira de Béjaïa et à l'Université des sciences et de la technologie Houari Boumediène (USTHB) d'Alger, qui accueillent des activités scientifiques et des visites académiques les 17 et 18 novembre.

Ainsi, après avoir accueilli les premières séquences de cette rencontre d'envergure, Tlemcen passe le relais aux autres pôles universitaires mobilisés pour cette édition, dont le programme se poursuivra jusqu'au 20 novembre. Une dimension itinérante qui confère à l'événement une portée nationale et inscrit cette initiative dans une dynamique de coopération scientifique et de diplomatie universitaire appelée à se prolonger bien au-delà de cette rencontre.

PR ABDERRAHMANE YOUSFAT À CAPDZ

« C'est de l'entrecroisement de nos compétences que naît la force de la coopération universitaire »

Fatima Benyekhlef

L'accueil à Tlemcen de la 11e Assemblée générale du Réseau des universités de la Route de la soie (SUN), couplée à la 9e Conférence scientifique de l'Association internationale des études sur la Route de la soie (IASS), marque une nouvelle étape dans l'ouverture de l'université algérienne sur les réseaux académiques internationaux. Au-delà de la portée scientifique de cette double manifestation, l'enjeu est de consolider les partenariats, de valoriser les compétences nationales et de donner une nouvelle dimension à la coopération universitaire, notamment à l'échelle africaine.

C'est la vision défendue par le professeur Abderrahmane Yousfat, directeur de la coopération et des échanges universitaires au ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, représentant du ministre à cette rencontre. Dans une déclaration à CapDz, il a mis en avant le potentiel du réseau SUN, qu'il considère comme une plateforme de coopération appelée à rapprocher les établissements, à mutualiser les expériences et à ouvrir de nouvelles perspectives aux universités algériennes.

Pour illustrer l'esprit qui doit présider à cette dynamique, le responsable ministériel a choisi une image particulièrement parlante : « Nous pouvons nous considérer comme des fils de soie, mais c'est leur entrecroisement qui permet de former un tissu solide. » Une



métaphore qui résume, à ses yeux, la véritable vocation de la coopération universitaire : dépasser les relations institutionnelles pour construire, à partir de la complémentarité des compétences et des expériences, des partenariats solides et durables.

Le professeur Yousfat a rappelé que l'université algérienne est déjà engagée dans plusieurs cadres de coopération internationale, à travers différents réseaux et mécanismes de partenariat, notamment des initiatives associant des établissements autrichiens et des universités africaines. Le réseau SUN vient ainsi enrichir cet éventail de relations académiques, avec un potentiel particulier lié à son étendue géographique et à la diversité de ses membres, présents en Asie, en Europe, en Afrique et sur d'autres espaces universitaires.

Mais l'intérêt de cette édition tient également à sa dimension africaine. Pour la première fois depuis la création du réseau en 2015, l'Algérie accueille son Assemblée générale, offrant ainsi une occasion de renforcer l'ouverture de cette plateforme sur le continent et de positionner les établissements nationaux dans une dynamique de coopération élargie. Une perspective que le représentant du ministère a particulièrement mise en avant, en soulignant l'importance de structurer la participation algérienne autour de quatre établissements : les universités de Tlemcen, de Sétif et de Béjaïa, ainsi que l'Université des sciences et de la technologie Houari-Boumediène (USTHB) d'Alger.

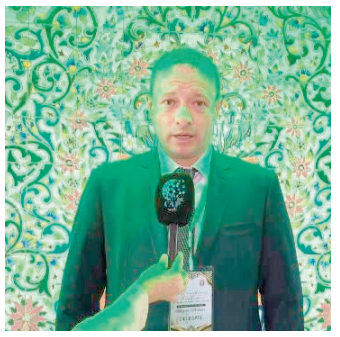
La constitution de ce noyau universitaire national doit permettre de mieux coordonner les initiatives, de renforcer les échanges entre les établissements partenaires et de donner davantage de visibilité aux productions scientifiques algériennes. Il s'agit également de faire émerger des projets communs, de multiplier les opportunités de collaboration pour les chercheurs et les enseignants et d'inscrire plus durablement les universités nationales dans les circuits internationaux du savoir.

À travers cette participation au réseau SUN, l'enjeu pour l'Algérie est donc de ne pas se limiter à accueillir une manifestation scientifique d'envergure, mais de transformer cette présence en opportunités concrètes de coopération, de mobilité et de rayonnement académique. Une ambition qui rejoint précisément l'image avancée par le professeur Yousfat : c'est dans la mise en commun des forces et des compétences que se construit la solidité des partenariats universitaires.

GRACHEV GEORGII À CAPDZ

« La coopération universitaire doit bâtir des ponts entre les peuples et faire progresser la recherche scientifique »

Bakhta Bacha



La coopération universitaire ne saurait se limiter aux accords institutionnels. Elle prend toute sa dimension lorsqu'elle favorise la circulation des savoirs, rapproche les communautés estudiantines et ouvre de nouvelles perspectives à la recherche scientifique. C'est précisément dans cette dynamique que s'inscrit le Réseau des universités de la Route de la soie (SUN), dont la 11e Assemblée générale se tient à Tlemcen, conjointement avec la 9e Conférence scientifique de l'Association internationale des études sur la Route de la soie (IASS).

Présent à cette rencontre au nom de l'Université linguistique d'État de Moscou, Grachev Georgii a souligné, dans une déclaration à CapDz, l'intérêt que représente cette plateforme pour le développement des échanges académiques et le rapprochement entre les établissements membres. Il a notamment exprimé la fierté de son institution de prendre part à ce réseau international, qu'il considère comme un cadre privilégié de promotion des valeurs universitaires et de construction de partenariats durables.

Spécialisée dans l'enseignement des langues, l'interprétation et la traduction, l'université moscovite entend ainsi inscrire sa participation dans une dynamique d'ouverture et de partage d'expériences. Pour son représentant, l'un des principaux apports du réseau réside dans sa capacité à élargir l'horizon des étudiants, en leur permettant de découvrir d'autres environnements académiques, de mieux appréhender les enjeux de la recherche et d'explorer les perspectives offertes par les systèmes d'enseignement supérieur des pays membres.

Au-delà des relations entre institutions, Grachev Georgii insiste sur la dimension humaine de cette coopération. Les rencontres entre étudiants, le développement de liens d'amitié et l'émergence de collaborations dans le domaine de la recherche constituent, selon lui, autant de retombées concrètes de cette mise en réseau des universités. Le représentant russe a également salué l'accueil réservé aux délégations étrangères, adressant ses remerciements à l'Algérie ainsi qu'aux responsables de l'Université de Tlemcen pour l'organisation de cette manifestation. Il a, par ailleurs, mis en avant la qualité des échanges entre les participants et l'intérêt du partage des expériences et des bonnes pratiques.

Convaincu que cette rencontre ne constitue qu'une étape dans un processus appelé à se consolider au fil des années, il plaide pour une coopération inscrite dans la durée, capable de contribuer au développement scientifique des universités et de raffermir les liens d'amitié entre les peuples.

PR GOH KHANG WEN À CAPDZ

« Si je ne peux pas emmener mes étudiants dans le monde, je ferai venir le monde à mon université »

Bakhta B



La mobilité étudiante et enseignante, l'internationalisation des formations et le développement de la recherche collaborative constituent les principaux leviers de la stratégie de coopération de l'INTI International University de Malaisie. C'est ce qu'a souligné le professeur Goh Khang Wen, vice-recteur chargé de l'engagement international de cet établissement, dans une déclaration à CapDz, en marge de la 11e Assemblée générale du Réseau des universités de la Route de la soie (SUN), organisée à Tlemcen. Effectuant sa première visite en Algérie, le responsable malaisien a salué l'opportunité qu'offre cette rencontre internationale pour rapprocher les universités et multiplier les perspectives de partenariat. Il a notamment rappelé que le réseau SUN regroupe 87 établissements issus de 37 pays, constituant ainsi un espace privilégié pour promouvoir l'internationalisation de l'enseignement supérieur. À la tête de la stratégie d'ouverture internationale de son université, le professeur Goh résume sa philosophie par une formule évocatrice : « Si je ne peux pas emmener mes étudiants dans le monde, je ferai venir le monde à mon université. »

Une approche qui se traduit par le développement de programmes de mobilité étudiante, d'échanges universitaires, de mobilité des enseignants et de collaborations scientifiques. Dans cette perspective, il a exprimé sa volonté de renforcer les liens avec les établissements algériens, invitant leurs responsables, enseignants et chercheurs à prendre attache avec son université pour explorer les possibilités de coopération avec la Malaisie.

APN

Le projet de loi de finances 2027 adopté à la majorité

R. N



Les députés de l'Assemblée populaire nationale (APN) ont adopté, lundi, à la majorité, le projet de loi de finances (PLF) 2027, qui prévoit plusieurs mesures visant à renforcer le pouvoir d'achat, à rationaliser les dépenses publiques, à promouvoir l'investissement, à diversifier les recettes et à améliorer le recouvrement fiscal, sans augmenter les taux d'imposition.

Le PLF 2027 a été adopté lors d'une séance plénière présidée par Mme Khalida Boufedeche, présidente de l'APN, en présence du ministre des Finances, M. Mohammed Lamine Lebbou, et de membres du Gouvernement.

Avant le vote, le rapporteur de la Commission des finances et du budget de l'APN a présenté le rapport complémentaire sur le projet de loi, comprenant plusieurs amendements proposés par les députés dans le cadre de son enrichissement.

La présidente de l'Assemblée populaire nationale (APN), Khalida Boufedeche, a souligné que l'adoption à la majorité par les députés du projet de loi de finances (PLF) 2027, qui constitue l'expression des choix de l'Etat et un outil d'orientation des ressources vers le développement, revêt une importance particulière au regard des mutations économiques et géopolitiques accélérées que connaît le monde.

Dans une allocution prononcée à l'issue de l'adoption à la majorité du PLF 2027 par les députés de la Chambre basse, Mme Boufedeche a relevé que la loi de finances "ne se résume pas à de simples chiffres régissant les recettes et les dépenses, ni à de pures mesures techniques de gestion budgétaire, mais constitue l'expression des choix de l'Etat, la traduction de ses priorités et un outil d'orientation des ressources du pays au service du développement national et de la préservation des intérêts des citoyens ".

L'adoption du PLF "revêt une portée singulière au vu de la conjoncture internationale dans laquelle il intervient. En effet, nous sommes dans un monde où s'accélèrent les mutations géopolitiques et économiques, où s'intensifie la concurrence autour des ressources, des marchés et des leviers de puissance, et où se multiplient les défis imposant aux Etats de disposer d'une économie forte, d'institutions réactives et d'une décision nationale souveraine", a-t-elle rappelé.

COMPÉTENCES ALGÉRIENNES ÉTABLIES À L'ÉTRANGER

La mobilisation de la diaspora en débat

Les travaux d'une conférence-débat sur les moyens de valoriser le potentiel de la communauté nationale établis à l'étranger et de renforcer sa contribution au processus de développement national, en mobilisant ses compétences scientifiques et professionnelles, ainsi que ses capacités d'investissement, sont ouverts lundi à Alger.

La cérémonie d'ouverture de cette conférence, organisée par le Conseil national économique, social et environnemental (CNESE), à l'Ecole nationale d'administration (ENA), sous le thème "valoriser les capacités de la communauté nationale établie à l'étranger afin de promouvoir sa contribution au développement national", s'est déroulée en présence de la ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Soraya Mouloudji, du secrétaire d'Etat auprès du ministre des Affaires étrangères, chargée de la Communauté nationale à l'étranger, Sofiane Chaib, du président du CNESE, Mohamed Boukhari, du représentant du directeur de Cabinet de la présidence de la République, ainsi que de responsables d'organismes nationaux, d'experts, d'universitaires et de spécialistes des questions économiques et stratégiques.

Cette initiative vise à examiner une approche concrète pour renforcer la participation de la diaspora au développement socioéconomique du pays, en tirant parti de son capital d'expertises scientifiques et professionnelles, ainsi que de ses capacités d'investissement et de créativité.

Le programme de cette rencontre prévoit l'évaluation de la situation de la communauté nationale à l'étranger et les possibilités de mobiliser ses ressources, la présentation des acquis et des perspectives liées au renforcement de sa contribution au développement national, outre l'examen de la nature du capital multiforme dont elle dispose et son rôle dans le soutien à l'économie nationale.

Les travaux de la conférence se pencheront également sur les mécanismes de transition de la mobilisation des ressources de la diaspora à la structuration de sa contribution durable, à travers l'examen des cadres juridiques et institutionnels adoptés, l'identification des entreprises susceptibles de limiter sa participation, et la proposition de mesures incitatives, à même d'améliorer l'attractivité du climat de l'investissement et de faciliter l'association des compétences et des hommes d'affaires algériens à l'étranger aux projets de développement.

BOURSE D'ALGER

De nouvelles règles d'informations sur la durabilité

La Commission d'organisation et de surveillance des opérations de Bourse (COSOB) a adopté un nouveau cadre réglementaire fixant les modalités de publication des informations environnementales, sociales et de gouvernance (ESG) par les sociétés cotées en Bourse, dans le cadre de la modernisation du marché financier algérien. Ce dispositif est défini par l'instruction n 26-08 du 28 octobre 2026, qui précise le contenu du rapport sur l'information extra-financière destinée aux sociétés cotées, indique lundi la COSOB dans un communiqué.

Cette initiative, présentée comme une première en Algérie, place le pays parmi le cercle restreint des Etats africains ayant introduit des exigences réglementaires spécifiques en matière de reporting ESG des sociétés cotées.

Prix en application de l'article 44 du règlement COSOB n 25-04 du 22 octobre 2025 relatif à la divulgation de l'information par les sociétés cotées, l'instruction fixe un cadre de publication structuré autour de trois dimensions : environnementale, sociale et gouvernance.

Les informations à communiquer portent notamment sur les changements, la gestion des ressources, les conditions climatiques sociales, la composition et le fonctionnement des organes de gouvernance, ainsi que les mécanismes de prévention de la corruption. Le rapport devra également présenter la démarche de responsabilité sociétale de l'entreprise (RSE), ses parties impliquent, ses enjeux ESG prioritaires, l'analyse de leur matérialité, ainsi que les actions engagées et les résultats obtenus.

Le référentiel retenu s'appuie principalement sur les normes de la Global Reporting Initiative (GRI) et les Objectifs de développement durable (ODD) des Nations Unies, tout en autorisant le recours à d'autres référentiels internationaux reconnus.

DZAIR DIGITAL SERVICES

Le tourisme dispose désormais de 20 nouveaux services

Le Haut-Commissariat à la numérisation a annoncé, lundi dans un communiqué, l'intégration de 20 nouveaux services numériques dédiés au secteur du tourisme parmi ceux disponibles sur le portail national des services numériques gouvernementaux.

Cette opération s'inscrit dans le cadre de "la mise en œuvre des hautes instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à élargir le champ d'exploitation du portail national des services numériques gouvernementaux +Dzair Digital Services+ et à faciliter l'accès aux services publics".

A cet effet, le Haut-Commissariat à la numérisation a procédé, en coordination avec le ministère du Tourisme et de l'Artisanat, à l'intégration de 20 nouveaux services numériques au portail, précise la même source.

Les services numériques liés au tourisme concernent notamment "la création d'agences de tourisme et de voyages, le classement des hôtels et des restaurants, l'obtention d'autorisations d'exploitation des établissements thermaux, les demandes d'approbation des projets d'investissement dans le domaine touristique, ainsi que l'agrément des guides touristiques".

S'agissant des services relatifs à la formation touristique, ils portent sur "la formation à l'Ecole nationale supérieure du tourisme (ENST) +licence et master en tourisme+, la formation au niveau des deux instituts nationaux des techniques hôtelières et touristiques de Tizi Ouzou et de Bou Saâda +technicien et technicien supérieur en hôtellerie, tourisme et restauration+, en sus de la consultation des annonces des concours d'accès aux établissements de formation et des conditions d'inscription et d'admission".

CYBERMENACES

L'intelligence artificielle au cœur des grands défis

Les travaux d'un séminaire national, intitulé "La prévention des cybermenaces : utilisation de l'intelligence artificielle comme modèle", ont débuté, lundi à Alger, sous la présidence du Directeur général de la Sûreté nationale, M. Ali Badaoui, avec la participation d'experts du domaine.

Cette rencontre, organisée à l'Ecole supérieure de police « Ali-Tounsi », du 16 au 18 novembre, permettra d'aborder plusieurs thématiques, notamment « la nature des menaces et des risques croissants dans le cyberespace, liés à l'exploitation des technologies de l'intelligence artificielle, ainsi que les défis grandioses qu'ils imposent à la sécurité des systèmes d'information et aux exigences de la sécurité nationale ».

CRÉDIT ET LEASING

Ouverture du Salon "Tasshiil 2026"

La troisième édition du Salon "Tasshiil 2026" du crédit, du leasing et de l'investissement s'est ouverte, lundi, au Palais des expositions des Pins maritimes (SAFEX) à Alger, avec la participation de plusieurs entreprises et institutions actives dans ce domaine.

Cette manifestation, qui se poursuivra jusqu'à mercredi prochain, sous le patronage du ministère de l'Économie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, et du ministère de la Jeunesse, verra la participation des banques publiques et privées, des sociétés de leasing et des institutions financières et d'investissement, ainsi que des entreprises de technologie financière, des acteurs de la numérisation des services financiers et des représentants des secteurs de l'industrie, de la technologie et de l'immobilier.

PROJET "AMBASSADEURS CULTURELS DE LA JEUNESSE ALGÉRO-CHINOISE"

Remise des prix aux lauréats



R. N

Les prix du projet "Ambassadeurs culturels de la jeunesse algéro-chinoise" ont été attribués, dimanche à Alger, à cinq lauréats algériens, récompensant leurs projets innovants pour le rapprochement culturel et le renforcement de l'amitié historique entre les deux peuples.

La cérémonie de remise des prix s'est déroulée en présence de l'ambassadeur de Chine en Algérie, M. Dong Guangli, de la représentante du ministre d'État, ministre des Hydrocarbures, Mme Aicha Tagabou, de Mme Chahrazad Benboulaid, membre de l'Assemblée populaire nationale (APN) et de représentants du groupe Sinopec, entreprise chinoise spécialisée dans l'énergie et la pétrochimie, organisatrice de l'événement.

Prenant la parole, Mme Tagabou a indiqué que cet événement "traduit le niveau élevé et distingué atteint par les relations algéro-chinoises et la volonté de la nouvelle génération de les préserver", rappelant "la profondeur des liens historiques algéro-chinois".

Pour sa part, l'ambassadeur de Chine en Algérie a mis en avant l'importance de cet événement qui s'inscrit, at-il dit, dans le cadre du "renforcement des relations diplomatiques et culturelles entre l'Algérie et son pays" et vise à "favoriser les échanges culturels" et à "consolider l'amitié traditionnelle entre les deux pays".

Le représentant de Sinopec en Afrique, M. Wei Dong, a souligné que cet événement, organisé pour la deuxième année consécutive, visait à "renforcer les échanges culturels à travers l'art et la culture et à découvrir la richesse culturelle de l'autre". De son côté, la directrice des relations publiques de Sinopec Investissement Algérie, Mme Hafida Cheikh a mis en exergue la place singulière de la diplomatie culturelle qui occupe, à-elle dit, une "place singulière dans le rapprochement entre les deux pays".

Les lauréats, choisis parmi 15 finalistes retenus pour participer à cette édition, ont présenté, tour à tour, leurs projets innovants pour promouvoir la connaissance réciproque des deux cultures et renforcer les liens entre les deux peuples. Les cinq lauréats se verront offrir un voyage culturel en Chine, leur permettant de "découvrir notamment la richesse de la civilisation chinoise, son patrimoine millénaire, son artisanat ainsi que ses avancées technologiques", selon les organisateurs.

Les œuvres des candidats finalistes ont été réalisées par un jury composé de membres algériens et chinois, dont des enseignants et des traducteurs de la langue chinoise.

Organisé depuis 2025, le projet "Ambassadeurs culturels de la jeunesse algéro-chinoise" a pour but d'encourager les jeunes talents algériens et chinois afin de contribuer au rapprochement culturel entre l'Algérie et la Chine.

SECTEUR DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA SÉCURITÉ SOCIALE

Hattab exhorte l'administration à améliorer ses services

Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Mohamed Hattab, a présidé, lundi, une réunion de coordination avec les cadres de l'administration centrale de son département, consacrée au suivi du fonctionnement des différents services et à l'évaluation de l'état d'avancement des dossiers sectoriels, ainsi qu'à la définition des priorités et au renforcement de la coordination entre les différentes structures et organismes pertinents du secteur, indique un communiqué du ministère.

Lors de cette réunion, le ministre a insisté sur "la nécessité de faire preuve d'une discipline rigoureuse et d'un engagement sans faille dans l'accomplissement des missions, chaque cadre devant assumer ses responsabilités conformément aux prérogatives et aux attributions qui lui sont évoluées", soulignant que "l'efficacité du travail administratif repose essentiellement sur la clarté des responsabilités, le sérieux dans l'exécution et le suivi permanent des décisions et des orientations", précise la même source.

M. Hattab a également mis l'accent sur "l'importance d'une prise en charge immédiate et efficace des dossiers impliquant le secteur avec les différents départements ministériels et autres organismes, à travers le renforcement de la coordination institutionnelle, l'accélération du traitement des dossiers communs et la prévention de tout ce qui pourrait entraîner leur retard ou entraver leur traitement, de manière à garantir l'efficacité des performances et la réalisation des objectifs fixés".

Dans le même contexte, le ministre a donné des instructions en vue de « renforcer la coordination, la communication et l'échange d'entre les différents services et structures pertinentes du ministère, notamment concernant les dossiers ayant une incidence directe sur les intérêts des citoyens et des partenaires sociaux », insistant sur « l'importance de garantir une information fiable et disponible en temps opportun, d'harmoniser les visions et les positions et d'adopter une communication efficace en tant que composante essentielle de la qualité du service public ».

Par ailleurs, il a souligné « la nécessité de poursuivre les efforts visant à améliorer les ressources et les recettes des caisses de sécurité sociale et à préserver leurs équilibres financiers, à travers le renforcement des mécanismes de recouvrement, le suivi des cotisations, l'élargissement de la base des affiliés et la prise en charge optimale des dossiers de recouvrement, afin de garantir la pérennité du système de protection sociale et sa capacité à honorer ses engagements envers les assurés sociaux et leurs ayants droit ».

Au terme de la réunion, le ministre a appelé les cadres de l'administration centrale à "traduire ces orientations en mesures concrètes et en résultats tangibles, fondées sur une coordination permanente, la célérité dans le traitement des dossiers et la rigueur dans l'accomplissement des missions", affirmant que "la conjoncture actuelle exige la conjugaison des efforts de l'ensemble des cadres du secteur et un engagement responsable au service du citoyen et de l'amélioration des performances du service public", conclut le communiqué.

SALON SIVECC

La 7è édition s'ouvre à Alger avec 200 exposants

La 7e édition du Salon international de la ventilation, de l'électricité, du chauffage, de la climatisation, de la plomberie et de la sécurité incendie (SIVECC) a ouvert ses portes lundi au Palais des expositions des Pins maritimes (Alger), avec plus de 200 exposants nationaux et étrangers.

Etalé sur 15.000 m2, le Salon qui réunit fabricants, distributeurs, installateurs et industriels autour des solutions techniques destinées aux bâtiments et aux infrastructures, devrait accueillir quelque 12.000 visiteurs, selon les estimations des organisateurs.

Les entreprises étrangères viennent de Chine, de Turquie, d'Italie, d'Egypte, de Tunisie, de Serbie et de Jordanie. "Cette édition vise à donner aux professionnels une meilleure visibilité sur les solutions disponibles sur le marché et à faciliter les contacts entre algériennes et partenaires internationaux", a indiqué Nadjet Bahlouli, membre de l'équipe organisatrice. Dix conférences et ateliers de formation sont programmés, notamment sur le traitement de l'air en salle blanche, l'efficacité énergétique dans le résidentiel et les solutions de climatisation.

Aux cotés des grandes marques, plusieurs start-up profitent de ce rendez-vous pour présenter leurs innovations et nouer des contacts avec des partenaires industriels et des investisseurs.

La plateforme "In Tech" numérise le service après-vente des appareils électroménagers et des équipements de climatisation. Son fondateur, Islem Boutarene, a expliqué que l'application permet aux particuliers de en temps réel leur demande de réparation, du dépôt à la fin de l'intervention, suivre jusqu'à la réception de la facture et du bon de garantie. "Elle met aussi en relation fabricants et distributeurs avec des techniciens qualifiés", at-il précisé.

En prévention des incendies, "Eco Flame Shield" met au point un fluide naturel et biodégradable à base de déchets alimentaires (épluchures).

"Notre objectif est de freiner la propagation des incendies sans aggraver l'impact sur l'environnement", a déclaré sa cofondatrice, Mme Adjroud.

Créée avec Mme Hadjab, toutes deux numéros de la spécialité chimie macromoléculaire de l'USTHB, la start-up prévoit des essais sur le terrain avec la Direction générale des forêts (DGF) après validation de son brevet.

"Eco Smart Glass", fondée par Rym Boulil, propose pour sa part un traitement du vitrage à base de polymère en gel, qui modifie l'opacité du verre selon la température. "Transparent par temps frais, le vitrage devient opaque sous l'effet de la chaleur, ce qui limite le recours à la climatisation et la consommation d'énergie", at-elle expliqué.

Le projet bénéficie de plusieurs dispositifs d'accompagnement, dont Icosnet, l'incubateur Techinnov de l'USTHB, le programme Green Business de l'ambassade des Pays-Bas et l'Algérie Startup Challenge, en collaboration avec un programme international, selon la fondatrice. Ces structures l'aident en gestion, marketing et gestion des risques entrepreneuriaux. La start-up recherche des partenaires industriels et des investisseurs pour faciliter son approvisionnement en matières premières et développer une production locale.

AÉROPORT D'ALGER

Saïd Sayoud supervise le chantier de modernisation

Wassila. B



Le ministre des Transports, Saïd Sayoud, a présidé hier une réunion de coordination consacrée au suivi du projet de modernisation et de développement de l'aéroport international d'Alger Houari-Boumédiène, indique un communiqué du ministère. Cette rencontre s'inscrit dans le cadre du suivi continu des projets du secteur.

La réunion, qui s'est déroulée en présence de cadres du secteur, a été consacrée à « l'examen des différents aspects du projet et à la présentation de l'état d'avancement de sa réalisation, afin de garantir sa mise en œuvre conformément aux objectifs fixés et aux délais impartis », précise la même source. Le communiqué traduit une volonté ministérielle d'accélérer l'exécution du chantier. Cette réunion de coordination s'inscrit dans la continuité des orientations techniques définies précédemment par le ministre pour cet aéroport. Le plan de modernisation repose essentiellement sur le remplacement des procédures manuelles par des solutions numériques, afin de fluidifier le trafic et de réduire les congestions.

Parmi les mesures annoncées figurent l'introduction de la reconnaissance faciale (Face ID) et de portiques électroniques (E-Gates) pour raccourcir les délais de contrôle des voyageurs, la rénovation de quatorze passerelles d'embarquement, ainsi que l'acquisition de scanners corporels de dernière génération et d'équipements de scan de gros fret pour renforcer la sûreté. Lors d'une précédente réunion, Saïd Sayoud avait souligné que les simulations comparatives montraient un « écart considérable » entre les parcours traditionnels et les parcours intelligents, justifiant ainsi l'urgence d'adopter des solutions numériques modernes.

Le ministre a par ailleurs insisté sur la nécessité d'une coordination étroite. La modernisation ne concerne pas seulement la société de gestion de l'aéroport (EGSA-Alger / SGSIA) : elle implique également les services de sécurité, les douanes et les autorités chargées de la protection des données. Un comité de coordination permanent sera mis en place pour suivre la mise en œuvre des mesures réglementaires, techniques et juridiques.

Ce projet intervient dans un contexte de pression croissante sur les infrastructures aéroportuaires. Selon les données communiquées par la direction de l'aéroport, le trafic passagers a dépassé les dix millions l'an dernier et devrait franchir les onze millions en 2026.

Outre la modernisation du terminal passagers, un pôle fret est également en cours de développement. En avril dernier, Air Algérie et la société de gestion de l'aéroport ont signé un accord visant à transformer le terminal cargo T3 en un hub de fret aérien moderne, avec pour objectif de porter la capacité annuelle d'environ 19 000 tonnes en 2023 à plus de 65 000 tonnes à l'horizon 2029.

De l'avis des observateurs, si la réunion présidée par Saïd Sayoud relève du suivi régulier, la supervision directe au niveau ministériel témoigne de la priorité accordée à ce projet, alors que l'Algérie ambitionne de faire de l'aéroport d'Alger une plateforme régionale reliant l'Afrique au reste du monde. La capacité à concilier l'introduction de systèmes intelligents et la coordination des multiples acteurs de la sûreté constituera l'un des principaux indicateurs de la réussite de cette modernisation.

CANCER DE LA PROSTATE

La CNAS lance une campagne de prévention

La Caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés (CNAS) a annoncé, dans un communiqué, le lancement d'une campagne nationale de sensibilisation à la prévention du cancer de la prostate à travers l'ensemble de ses agences de wilaya et de ses structures sanitaires.

"Coïncidant avec le mois de Novembre bleu, mois de sensibilisation au cancer de la prostate, placé sous le patronage du ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, et sur instruction du directeur général par intérim de la CNAS, une campagne nationale d'information et de sensibilisation sur la prévention du cancer de la prostate a été lancée, dimanche, à travers l'ensemble des agences de wilaya et des structures de santé de la CNAS", précise la même source.

Cette campagne, qui s'étale du 15 au 30 novembre courant, cible "les hommes âgés de 50 ans et plus parmi les assurés sociaux (qu'ils soient travailleurs actifs ou retraités), et plus particulièrement ceux ayant des familiales ou des prédispositions génétiques à cette maladie".

L'initiative vise "la prévention et la sensibilisation aux risques liés au cancer de la prostate et aux moyens de le prévenir, outre l'incitation au dépistage précoce afin de faciliter la prise en charge thérapeutique et la guérison totale et définitive". Elle a également pour objectif de "faire connaître les facteurs de risque, en vue de les éviter ou d'en assurer le suivi médical", ajoute le communiqué.

A travers cette campagne de sensibilisation, "il sera procédé également à l'accompagnement et à l'orientation des personnes concernées vers les structures sanitaires spécialisées pertinentes de la CNAS, afin d'effectuer les examens nécessaires en toute facilité", conclut le communiqué.

UNION INTERNATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

L'Algérie décroche un siège au Conseil

L'Algérie a décroché, lundi, un siège au Conseil de l'Union internationale des télécommunications (UIT), au titre de la région Afrique, pour le mandat 2027-2030, indique un communiqué du ministère de la Poste et des Télécommunications.

Cette élection "est intervenue lors des travaux de la Conférence de plénipotentiaires (PP-26) de l'UIT qui se tient à Doha (Qatar), du 9 au 27 novembre courant", précise la même source.

Par cette victoire, "l'Algérie participe à l'organe directeur de l'UIT dans l'intervalle entre deux conférences, en tant que porte-voix des priorités de l'Afrique", conclut le communiqué.

EDITO

Saïd Sayoud accélère la modernisation du transport aérien

Wassila. B

Le transport aérien algérien vit une transformation historique, et il faut saluer le travail accompli par le ministre des Transports, Saïd Sayoud. La flotte d'Air Algérie, filiale Domestic Airlines comprise, s'apprête à franchir un cap symbolique : près de 100 appareils, contre seulement 54 il y a peu. Cette expansion sans précédent, fruit d'investissements massifs validés par le président de la République, témoigne d'une volonté politique claire de doter le pays d'un outil de connectivité à la hauteur de ses ambitions. C'est un signal fort envoyé aux citoyens comme aux partenaires internationaux.

La création de Domestic Airlines, initiative présidentielle, répond à une demande pressante de nos concitoyens, particulièrement dans l'extrême sud du pays. Le ministre Sayoud l'a rappelé devant l'Assemblée populaire nationale : les avions « ne s'arrêtent presque pas », exploités de façon continue pour absorber une demande croissante. Avec l'acquisition de 16 nouveaux ATR 72-600, dont le premier a déjà été réceptionné, la desserte des régions enclavées se renforce concrètement. Cette attention portée aux territoires souvent négligés mérite d'être soulignée : elle incarne une justice territoriale en actes.

Le programme de renouvellement de la flotte illustre également une montée en gamme stratégique. La commande de 10 Airbus A330-900Neo et de 18 Boeing, aux côtés des ATR, modernise l'ensemble du parc et prépare Air Algérie aux défis du transport aérien de demain. La réception prochaine du septième A330-900Neo, prévue ce mois de novembre, confirme le respect du calendrier. Cette diversification des constructeurs (Airbus, Boeing, ATR) traduit une gestion rigoureuse et pragmatique, soucieuse d'optimiser coûts et performances.

Au-delà des appareils, c'est toute une chaîne de valeur qui se trouve stimulée. Le renforcement de la flotte suppose des investissements en maintenance, en formation des équipages et en infrastructures aéroportuaires, autant de chantiers générateurs d'emplois qualifiés et de transferts de compétences. La stratégie adoptée ne se limite donc pas à l'achat d'avions : elle bâtit un écosystème aéronautique national durable, capable de soutenir la croissance du trafic et d'accompagner l'ouverture économique du pays. C'est là tout le sens d'une politique de transport pensée sur le long terme.

Ces avancées ne sont pas de simples chiffres : elles dessinent une Algérie plus ouverte, plus connectée, où le voyage aérien cesse d'être un privilège pour devenir un service public efficient. Le ministre Saïd Sayoud, par sa transparence devant le Parlement et sa capacité à traduire les engagements en livraisons concrètes, incarne une gouvernance de résultats. Il reste des défis (formation des équipages, maintenance, infrastructures aéroportuaires) mais la dynamique est lancée. À l'heure où le pays mise sur la diversification et l'ouverture, le ciel algérien devient un véritable levier de développement. C'est un progrès dont nous pouvons tous être fiers.

CAP DZ
QUOTIDIEN D'INFORMATION

USTO-MB – IMMERSION DANS L'UNIVERS DES TECHNOLOGIES SPATIALES

Les étudiants de physique à la découverte des coulisses du développement satellitaires



Bakhta Bacha

Conjuguer enseignement théorique et expérience de terrain, tout en familiarisant les étudiants avec les applications technologiques de leur discipline : c'est dans cette perspective que le département de physique énergétique de la faculté de physique a organisé, le mercredi 11 novembre 2026, une visite pédagogique au Centre de développement des satellites, au profit des étudiants de plusieurs cycles de formation.

Cette sortie scientifique a concerné les étudiants de troisième année licence en physique des rayonnements, ainsi que ceux de première et deuxième années master en physique énergétique et énergies renouvelables. Elle leur a offert l'opportunité de découvrir de près les activités d'une structure spécialisée dans le développement des technologies spatiales et d'appréhender les exigences scientifiques et techniques liées à ce domaine.

De la conception des satellites aux applications concrètes de la physique

Au programme de cette immersion, des présentations détaillées sur les missions du centre et les différentes phases du processus de développement des satellites, depuis leur conception jusqu'à leur assemblage et leurs essais. Les étudiants ont également pu découvrir plusieurs laboratoires et installations techniques, avec un éclairage particulier sur les applications concrètes de la physique dans les secteurs spatial et des énergies renouvelables.

Au-delà de la découverte des infrastructures, cette initiative pédagogique a surtout permis de donner une dimension pratique aux connaissances acquises en cours, en confrontant les étudiants aux réalités de la recherche, de l'innovation et de l'ingénierie technologique. La visite a été marquée par des échanges nourris, des questions pertinentes et un intérêt manifeste des participants, qui ont pu mesurer la diversité des applications de leur formation et mieux cerner les perspectives qu'ouvre leur spécialité dans des secteurs technologiques de pointe.

À travers cette initiative, la faculté de physique et son département de physique énergétique réaffirment l'importance de la formation de terrain dans le parcours universitaire. Ils ont, à cette occasion, tenu à saluer la disponibilité de la direction et des équipes du Centre de développement des satellites pour la qualité de leur accueil et de leur encadrement, ainsi que l'implication des enseignants accompagnateurs et des étudiants ayant contribué à la réussite de cette sortie scientifique.

ACCIDENT DE LA CIRCULATION À ORAN

Un motocycliste perd la vie au rond-point du Sheraton

Sarah M

Un nouvel accident de la circulation endeuille Oran. Une personne a trouvé la mort et une autre a été blessée, dans la nuit de dimanche à lundi, à la suite du dérapage d'une motocyclette au niveau du rond-point du Sheraton. Le drame a nécessité l'intervention des éléments de la Protection civile, alertés peu après minuit.

Selon le communiqué rendu public lundi par la Protection civile, les secours sont intervenus à 00h33 sur les lieux de l'accident, survenu au niveau du rond-point du Sheraton, dans la commune et la daïra d'Oran. Le dérapage de la motocyclette a fait deux victimes, dont une mortelle. La seconde victime, blessée dans cet accident, a reçu les premiers soins sur place avant d'être évacuée vers le Centre hospitalo-universitaire d'Oran. Quant à la personne décédée, sa dépouille a été transférée vers la morgue du même établissement hospitalier. Les circonstances précises de ce nouvel accident n'ont pas été détaillées par les services de la Protection civile.

ENTREPRENEURIAT

Les jeunes réclament davantage de pépinières d'entreprises et d'incubateurs

Habib Benaouda

Les jeunes demandeurs d'emploi à Oran plaident pour un renforcement du dispositif d'accompagnement à l'entrepreneuriat, à travers la multiplication des pépinières de micro-entreprises et de start-up, des incubateurs et des centres de développement de l'entrepreneuriat au sein des universités et des établissements de formation professionnelle. Ils appellent également à consolider le rôle des accélérateurs d'entreprises pour permettre aux porteurs de projets de concrétiser leurs idées et de créer des activités économiques génératrices de richesse et d'emplois.

À travers ces propositions, les jeunes souhaitent faire de la création d'entreprises un véritable débouché pour les diplômés universitaires et de la formation professionnelle, en tirant pleinement profit des différents dispositifs publics de soutien. Une attention particulière devrait être accordée aux projets relevant des technologies de l'information et de la communication ainsi qu'aux start-up détentrices de brevets d'invention.

Le développement de la sous-traitance au profit des micro-entreprises figure également parmi les principales revendications. Les jeunes demandent de leur ouvrir davantage l'accès aux marchés et à la commande économique, tout en favorisant l'intégration des opérateurs du secteur informel dans les circuits légaux, afin de leur garantir une couverture sociale et des conditions d'activité réglementées.

Autre priorité : rapprocher la formation des besoins du marché du travail. Les jeunes préconisent l'établissement d'une cartographie locale des métiers connaissant un déficit de main-d'œuvre, en coordination avec le secteur de la formation professionnelle, afin d'orienter les demandeurs d'emploi vers les spécialités recherchées. Ils proposent également d'introduire dans les cahiers des charges des projets publics une obligation de formation d'un nombre déterminé de jeunes dans les métiers déficitaires. La réactivation des commissions d'apprentissage auprès des collectivités locales permettrait ainsi de faire des chantiers publics un levier de qualification et d'insertion professionnelle. La question des débouchés des diplômés des filières des lettres, des langues, du sport et des sciences humaines et sociales est également soulevée. Les jeunes appellent à une meilleure adéquation entre les formations dispensées et les besoins du tissu économique local, notamment dans le bâtiment, les travaux publics et l'hydraulique.

Foncier public et commande publique : des leviers pour soutenir les jeunes entrepreneurs

Sur le volet foncier, les jeunes réclament le recensement des biens et structures publics inexploités relevant du domaine de l'État, en vue de leur réaffectation aux porteurs de projets. Ils plaident aussi pour l'aménagement de mini-zones industrielles dédiées aux entreprises créées par les jeunes. Ils proposent, par ailleurs, de réserver 20 % de la commande publique aux micro-entreprises bénéficiaires des dispositifs de soutien, à travers des marchés adaptés à leurs capacités. Ils demandent également d'imposer aux entreprises étrangères de confier 20 % des travaux, notamment dans le bâtiment et les travaux publics, aux entreprises locales, particulièrement pour les prestations simples ne nécessitant pas de moyens techniques complexes. Autre mesure avancée : l'affectation de 30 % des locaux commerciaux réalisés par les organismes sous tutelle du ministère de l'Habitat aux jeunes porteurs de projets, conformément à l'instruction ministérielle n°138 du 13 février 2022. Ils préconisent enfin la création d'une cellule d'écoute commune avec les agences de l'emploi pour examiner



les doléances des demandeurs d'emploi et faciliter leurs démarches d'insertion ou de création d'entreprise.

Près de 7 000 demandes d'emploi pour moins de 1 000 offres à Boutlélis

La nécessité de renforcer les structures de proximité est également mise en avant à travers le cas de l'agence de l'Anem de Hamou, à Boutlélis, qui reçoit les demandes de plusieurs communes et localités relevant de son secteur de couverture. Les déplacements imposés aux jeunes pour déposer leurs dossiers ou suivre leur situation professionnelle alimentent les appels à l'ouverture de nouvelles antennes.

Les chiffres de l'année écoulée illustrent l'ampleur de la pression : près de 7 000 demandes d'emploi enregistrées auprès de cette agence, contre moins de 1 000 offres de recrutement. Les jeunes réclament ainsi un élargissement du réseau des agences à travers les communes et une meilleure répartition des prestations. De leur côté, des responsables de l'Agence de wilaya de l'emploi estiment que l'ouverture de nouveaux bureaux et antennes permettrait de décongestionner les structures existantes et de rapprocher les services des citoyens. Ils préconisent également une meilleure diffusion des offres disponibles dans les zones industrielles des différentes daïras, afin de mettre en adéquation les profils des demandeurs d'emploi avec les besoins des entreprises.

SEMAINE MONDIALE DE L'ENTREPRENEURIAT À ORAN 2

L'université mobilise son écosystème pour accompagner les porteurs de projets

Meriem B



L'Université Oran 2 Mohamed-Ben-Ahmed entend faire de l'entrepreneuriat un véritable prolongement du parcours universitaire. Le lancement, lundi 16 novembre, de la Semaine mondiale de l'entrepreneuriat 2026 a été l'occasion de mettre en avant les mécanismes d'accompagnement des étudiants et les passerelles entre l'université, l'innovation et le monde économique, avec pour objectif de faire émerger des projets de start-up et de microentreprises.

La cérémonie d'ouverture a été présidée par le recteur de l'université, le professeur Ahmed Chaalel, à l'Institut de maintenance et de sécurité industrielle, en présence du directeur de l'établissement, des responsables des différentes structures universitaires, d'enseignants et de représentants des partenaires institutionnels et économiques. Des représentants du Réseau mondial de l'entrepreneuriat (GEN), de la Chambre de commerce et d'industrie de l'Oranie et de l'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat (NESDA) ont également pris part à cette rencontre, aux côtés de responsables de start-up accompagnées par l'université.

Dans son intervention, le recteur a mis l'accent sur la nécessité d'ancrer durablement la culture entrepreneuriale dans le milieu universitaire, en encourageant les étudiants à dépasser le cadre de l'acquisition des connaissances pour investir celui de l'initiative, de l'innovation et de la création d'activité. La promotion de l'esprit d'entreprise et l'accompagnement des porteurs d'idées constituent, à cet égard, des axes essentiels pour favoriser l'émergence de projets innovants et leur concrétisation sur le terrain.

Cette journée inaugurale a également permis de présenter l'écosystème d'accompagnement développé au sein de l'université. L'incubateur universitaire, le Centre de développement de l'entrepreneuriat (CDE), le Centre d'appui à la technologie et à l'innovation (CATI), la Maison de l'intelligence artificielle et le Bureau de liaison entre l'université et l'entreprise (BLEU) ont ainsi fait l'objet de présentations détaillées, mettant en évidence les ressources et les dispositifs mobilisables par les étudiants et les jeunes entrepreneurs.

Au-delà des présentations institutionnelles, une séance de débat interactif a ouvert les échanges sur les perspectives de l'entrepreneuriat, les opportunités offertes aux porteurs de projets ainsi que les mécanismes de soutien à la création de start-up et de microentreprises. Un rendez-vous qui a également permis de rapprocher les étudiants des structures d'accompagnement et des partenaires économiques.

Autre annonce marquante de cette ouverture : le lancement officiel des inscriptions aux camps de formation intensifs, les Bootcamps, destinés à accompagner les porteurs d'idées dans la maturation et la structuration de leurs projets.

À travers cette participation à la Semaine mondiale de l'entrepreneuriat, l'Université Oran 2 réaffirme ainsi son ambition de rapprocher davantage la formation académique des exigences de l'économie et de donner aux initiatives étudiantes les conditions nécessaires à leur transformation en projets entrepreneuriaux.

DIABÈTE

Près de 1 600 cas de type 1 recensés à l'EHU du 1er Novembre en une année



Habib Benaouda

La progression du diabète à Oran suscite de nouvelles inquiétudes. L'établissement hospitalo-universitaire (EHU) du 1er Novembre 1954 a enregistré, au cours de l'année 2026, près de 1 600 cas de diabète de type 1, contre 285 cas de type 2. Des chiffres qui témoignent de l'ampleur de cette pathologie chronique et soulignent l'impératif de renforcer le dépistage précoce ainsi que les actions de prévention.

Selon une spécialiste en médecine interne, endocrinologie et diabétologie au sein de l'établissement, les cas recensés concernent des patients âgés de 13 à 70 ans, illustrant une réalité qui touche différentes tranches d'âge. Cette évolution appelle, a-t-elle averti, à une vigilance accrue, d'autant que le diabète peut entraîner de graves complications lorsqu'il n'est pas diagnostiqué à temps ou ne fait pas l'objet d'un suivi médical approprié.

Face à cette situation, l'EHU a renforcé son dispositif de prise en charge, notamment à travers l'ouverture d'une première unité consacrée à l'obésité au niveau du service de médecine interne. Cette initiative répond à la nécessité d'agir sur l'un des principaux facteurs de risque associés au développement du diabète.

Ces chiffres ont été communiqués en marge du lancement d'une campagne de sensibilisation organisée sur la place du 1er Novembre, où des tentes médicales ont été installées pour accueillir le public. Des équipes médicales et paramédicales spécialisées en médecine interne, endocrinologie et diabétologie, ainsi que des spécialistes en nutrition, ont été mobilisées pour informer les citoyens sur les facteurs de risque, les moyens de prévention et les règles à observer pour mieux vivre avec la maladie. Des consultations de dépistage, notamment par mesure de la glycémie, ont également été proposées.

Le directeur de la santé et de la population de la wilaya d'Oran a précisé que cette opération s'inscrit dans le programme national du ministère de la Santé pour 2026, qui prévoit une série de campagnes destinées à sensibiliser la population aux symptômes, aux facteurs de risque et aux complications du diabète. L'éducation thérapeutique constitue également un axe central de cette démarche, en aidant les personnes atteintes à mieux gérer leur maladie et à prévenir ses conséquences.

Le programme mise ainsi sur le renforcement des actions de proximité, aussi bien dans les structures sanitaires qu'en dehors de celles-ci, avec un accent particulier sur le dépistage régulier, l'alimentation équilibrée et la pratique d'une activité physique.

Pour sa part, le professeur Rahou Amine, directeur des activités médicales et thérapeutiques de l'EHU, a souligné l'importance d'ancrer la culture du dépistage et du diagnostic spécialisé, tout en associant davantage les citoyens aux efforts de prévention.

Il a également insisté sur l'amélioration continue des prestations de santé et l'adaptation aux avancées médicales, rappelant que la sensibilisation, le suivi régulier et la coordination entre spécialistes demeurent indispensables pour limiter les complications et préserver la qualité de vie des patients.

GRIPPE SAISONNIÈRE

Le CHU lance sa campagne de vaccination

Sarah M

Le Centre hospitalo-universitaire (CHU) d'Oran a donné, lundi 16 novembre, le coup d'envoi de sa campagne annuelle de vaccination contre la grippe saisonnière. Pilotée par le service d'épidémiologie et de médecine préventive, cette opération vise en priorité les personnes les plus exposées aux complications de l'infection, notamment les sujets âgés, les femmes enceintes et les patients atteints de maladies chroniques.

À travers cette campagne, l'établissement entend renforcer la prévention contre une infection respiratoire souvent banalisée, mais qui peut entraîner des complications sérieuses, particulièrement chez les personnes vulnérables. La vaccination constitue ainsi un moyen essentiel de réduire les risques liés à la grippe saisonnière et de protéger les catégories les plus fragiles.

Selon le professeur Guitarni, spécialiste en épidémiologie, la campagne s'inscrit dans le cadre du programme préventif reconduit chaque année par le service concerné. La vaccination est notamment destinée aux personnes âgées de 65 ans et plus, aux femmes enceintes ainsi qu'aux enfants souffrant de pathologies chroniques.

Le praticien souligne également l'importance de la coordination avec le médecin traitant, en particulier pour la vaccination des enfants atteints de maladies chroniques et des femmes enceintes, afin de tenir compte de leur situation médicale et d'assurer un suivi adapté.

L'opération se déroule au niveau de l'unité de consultation du service d'épidémiologie et de médecine préventive du CHU d'Oran. Elle s'adresse aussi aux patients qui bénéficient régulièrement de cette protection et sont appelés à renouveler leur vaccination chaque année.

À l'approche de la période hivernale, le CHU rappelle ainsi que la grippe saisonnière ne doit pas être assimilée à un simple refroidissement. La prévention, à travers la vaccination des populations ciblées, demeure un levier important pour limiter les formes graves et préserver la santé publique.

MASCARA

La récolte de la pomme de terre hors saison s'accélère



I. Yacine

Les premières récoltes de pomme de terre hors saison commencent à alimenter les marchés de la wilaya de Mascara, avec des volumes qui progressent dans plusieurs bassins agricoles. Sur le terrain, l'arrachage est déjà engagé dans certaines exploitations, tandis que d'autres s'apprêtent à rejoindre les circuits de commercialisation. Cette reprise intervient après une courte période de tension sur la disponibilité du produit et coïncide avec les orientations du wali visant à renforcer la transparence des prix, du producteur jusqu'au consommateur. Le lancement officiel de la campagne de récolte a été marqué le 14 novembre dans une exploitation agricole de la commune d'El Bordj. Sur une superficie de 20 hectares appartenant à une exploitation familiale, les opérations d'arrachage étaient déjà engagées depuis la fin du mois d'octobre. Les tubercules récoltés sont acheminés vers le marché de gros des fruits et légumes de Tighennif. La cadence atteint au moins 120 quintaux par jour sur cette exploitation. Les quantités récoltées sont destinées principalement au marché de gros, qui assure l'approvisionnement des commerçants détaillants et la redistribution vers d'autres régions. Le prix annoncé ne dépasse pas 80 dinars le kilogramme. Les arrivages enregistrés à Tighennif donnent une indication sur l'importance des flux qui commencent à converger vers les circuits commerciaux. Ils proviennent de plusieurs zones de production. Dans la plaine de Ghriss, la récolte concerne également plusieurs exploitations. Une centaine d'hectares entre progressivement en phase de récolte, alors que d'autres agriculteurs prévoient de commencer les opérations durant la semaine suivante. Les quantités issues de ces parcelles viendront alimenter les marchés locaux ainsi que les circuits de distribution vers les autres wilayas. Selon les données de la DSA, la superficie globale consacrée à la pomme de terre, toutes campagnes confondues, saison et hors saison, dépasse les 600 hectares dans la wilaya. De nouvelles quantités sont attendues sur les marchés à partir de cette semaine, avec la perspective d'un renforcement de l'offre. Cette progression de la production intervient également dans le cadre des orientations données par le wali lors des réunions consacrées à l'évolution des prix des produits agricoles. Sans se limiter au niveau de vente à la production, les instructions portent sur le suivi de l'ensemble du circuit commercial, depuis les exploitations jusqu'aux points de vente. Le wali a notamment demandé de renforcer la coordination entre les secteurs du commerce et de l'agriculture ainsi que les représentants des professionnels, d'intensifier le contrôle des circuits de distribution et d'identifier les écarts entre les prix pratiqués à la production et ceux appliqués au consommateur. Il a également préconisé de rationaliser les mécanismes de commercialisation, de réduire les intermédiaires non nécessaires et de disposer de données actualisées sur les prix à la source. Sur le plan de la distribution, les grossistes acheminent déjà les quantités disponibles vers plusieurs wilayas. Les prochaines récoltes attendues viendront compléter les volumes actuellement commercialisés, tandis que le suivi des prix et des circuits d'approvisionnement figure parmi les mesures demandées par les autorités locales.

COLLOQUE NATIONAL

Les stratégies d'expansion des start-up en débat à l'université

I.S

Mercredi à Mascara, un colloque national se penchera sur les stratégies d'expansion des start-up, perçues comme un levier de durabilité et de diversification de l'économie nationale. L'annonce a été faite lundi par les organisateurs.

Initiée par la Faculté des sciences économiques, commerciales et des sciences de gestion, en coordination avec l'incubateur d'entreprises de l'Université Mustapha-Stambouli, la rencontre se penchera sur les fondements théoriques de l'expansion des start-up, les mécanismes de financement disponibles en Algérie, ainsi que sur l'apport de la transformation numérique et des nouvelles technologies à leur croissance et au développement durable. Les débats porteront aussi sur les critères de durabilité et l'innovation verte, a fait savoir le président du colloque, Abdelkader Bouhelouane. Réunissant des enseignants et des chercheurs de plusieurs universités nationales, aux côtés de spécialistes des incubateurs universitaires, la journée sera marquée par un atelier pratique consacré au rôle des incubateurs et des accélérateurs dans l'accompagnement des start-up et le renforcement de leurs capacités de croissance.

L'objectif affiché est d'ouvrir un espace de réflexion sur les conditions permettant aux start-up de passer de la création à l'expansion, dans un contexte de mutations économiques, numériques et institutionnelles, et d'inciter les porteurs de projets à adopter des modèles de croissance plus durables et plus résilients.

RELIZANE

La CNAS sensibilise au dépistage du cancer de la prostate

B.H

À Relizane, l'agence de wilaya de la Caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés (CNAS) a entamé, lundi, une campagne d'information et de sensibilisation dédiée au cancer de la prostate et à l'importance de son dépistage précoce, dans le cadre de « Novembre Bleu ». Cette initiative, qui se poursuivra jusqu'à la fin du mois, répond à la volonté de promouvoir la culture de la prévention sanitaire et de lutter contre les maladies non transmissibles, tout en s'inscrivant dans le programme annuel de la CNAS en matière de prévention, a expliqué Samia Houari, responsable de la cellule d'écoute et de communication de l'agence. Pour ce faire, des espaces de sensibilisation ont été aménagés, encadrés par des médecins spécialistes et des membres des cellules d'écoute, du contrôle médical et de l'action sociale,



afin d'informer les citoyens sur les moyens de dépistage, en accordant une attention particulière aux hommes de plus de 50 ans. Le dispositif prévoit aussi des sorties de terrain grâce à un guichet itinérant de proximité, appelé à sillonner les espaces publics et les lieux à forte fréquentation pour rapprocher l'information sanitaire des citoyens et distribuer dépliants et supports de conseils médicaux. Les actions se poursuivront enfin au niveau de l'agence, au profit des assurés sociaux, dans le but de favoriser le diagnostic précoce et d'améliorer les possibilités de prise en charge.

NAÂMA

Une journée scientifique pour prévenir le diabète à l'université

B.Y

À Naâma, l'Université « Salhi Ahmed » a accueilli lundi une journée scientifique et de sensibilisation dédiée aux moyens de prévention du diabète, à l'occasion de la Journée mondiale de cette maladie, comme l'ont indiqué les organisateurs. Portée par la Faculté des sciences de la nature et de la vie, en coordination avec l'Établissement public de santé de proximité « Frères Hamzaoui » de Naâma, la rencontre réunit des spécialistes en endocrinologie, diabétologie et nutrition. Son but : promouvoir la culture sanitaire et renforcer la sensibilisation à la prévention du diabète, en particulier par la pratique régulière d'une activité physique et par une alimentation saine et équilibrée, a expliqué le doyen de la faculté, Abdelilah Amrouche. Au menu figurent des conférences animées par des médecins spécialistes — diabète de type 1, formes rares, risques cardiovasculaires, liens entre diabète et nutrition — ainsi que des ateliers consacrés à l'insulinothérapie fonctionnelle et à la promotion de l'activité physique chez les patients de type 2. En marge, des affiches de sensibilisation seront exposées, tandis que des dépliants et des lecteurs de glycémie seront distribués, avec des conseils adressés aux enseignants, aux travailleurs et aux étudiants. La diabétologue Halima Saâdia Bouyahi a mis en avant l'importance de cette initiative, qui non seulement informe et sensibilise, mais incite aussi les personnes non diabétiques à réaliser des examens de dépistage précoce et accompagne les patients pour mieux vivre avec la maladie et prévenir ses complications.

Turf

CAP DZ
QUOTIDIEN D'INFORMATION
N° 3750 Mardi 17 Novembre 2026

Hippodrome Kaid-Ahmed de Tiaret

Journée N° 232

Par Zeggai Abdelkader



Fiche technique: Paris Quarté et Quinté

Départ de la première course à 15h30 - Prix: Jalel - Pur-Sang arabe
Distance : 1.400 mètres - Dotation : 350.000 DA - Paris Quarté-Quinté

PROPRIETAIRES		CHEVAUX	JOCKEYS	PDS.	CDS.	ENTRAINEURS
K. BENACEUR	1	SARIET EL MESK	R. BELMORSELI	55	8	K. FEGHOULI
HARAS EL MESK	2	SIFAT EL MESK (0)	K. HAOUA	55	10	K. HAOUA
HARAS DU PAON	3	GHASSEN D'HEM	JJ/ AY. KHELIFI	55	2	PROPRIETAIRE
F. METIDJI	4	IHRANE	JJ/ AEK. DJELLOULI	55	12	H. DJELLOULI
AH. FEGHOULI	5	DALAL EL MESK	S. DJELLOULI	55	1	PROPRIETAIRE
I. DIBOUCHE	6	JOUMLLA	MD. ASLI	54	6	H. DJELLOULI
MN. METIDJI	7	GABION D'HEM (0)	H. BELMORSELI	54	4	H. FATMI
F. METIDJI	8	IMALAYA	W. HAMOUL	53	3	AD. FEGHOULI
K. BELARBI	9	EL HADIA	HO. EL FERTAS	53	9	AD. FEGHOULI
MZ. METIDJI	10	GUAZDOUR D'HEM	AP/ F. BOUMEDIENE	52	5	K. ASLI
AH. FEGHOULI	11	NAOURES EL MESK	AP/ F. BOUBEKEUR	50	7	K. HAOUA
K. BENACEUR	12	ROMH EL MESK	AP/ IB. BIZ	50	11	K. FEGHOULI

1 - SARIET EL MESK

R. BELMORSELI 55 kg
24-02-2026 1.400 m 5ème
YS. BADAOUI 56 kg 12 pts
24-03-2026 1.400 m arrêtée
JJ/ KH. BENKHATTOU 54 kg 12 pts
15-09-2026 1.300 m 2ème
R. BELMORSELI 55 kg 12 pts
22-09-2026 1.300 m 3ème
R. BELMORSELI 55 kg 12 pts
13-10-2026 1.400 m 5ème
R. BELMORSELI 55 kg 13 pts
Ses derniers accessits lui donnent une chance sérieuse pour arracher une place honorable avec R. Belmorseli.
Conclusion : Une priorité.

2 - SIFAT EL MESK

K. HAOUA 55 kg
31-03-2026 1.600 m 3ème
K. HAOUA 55 kg 12 pts
28-04-2026 1.500 m 2ème
YS. BADAOUI 55 kg 12 pts
29-09-2026 1.400 m 3ème
R. BELMORSELI 55 kg 12 pts
13-10-2026 1.400 m 3ème
K. HAOUA 55 kg 13 pts
20-10-2026 1.500 m 2ème
K. HAOUA 55 kg 12 pts
Elle ne va pas avoir de difficultés pour jouer les premiers rôles de ce prix.
Conclusion : Une priorité.

3 - GHASSEN D'HEM

JJ/ AY. KHELIFI 55 kg
03-03-2026 1.300 m retiré
AB. BOULESBAA 57 kg 12 pts
06-10-2026 1.300 m 11ème
JJ/ AY. KHELIFI 55 kg 12 pts
13-10-2026 1.400 m 12ème
JJ/ AY. KHELIFI 55 kg 13 pts
20-10-2026 1.500 m 10ème
JJ/ AY. KHELIFI 54 kg 12 pts
27-10-2026 1.300 m 13ème
JJ/ AY. KHELIFI 55 kg 13 pts
Il n'a montré aucune valeur suffisante à plusieurs reprises consécutives, que ce soit sur les courtes ou les longues distances.
Conclusion : A revoir.

4 - IHRANE

JJ/ AEK. DJELLOULI 55 kg
24-02-2026 1.400 m 3ème
H. BELMORSELI 56 kg 12 pts
11-04-2026 1.300 m 4ème
K. HAOUA 57 kg 12 pts
06-10-2026 1.300 m 5ème
JJ/ AEK. DJELLOULI 55 kg 12 pts
13-10-2026 1.400 m 4ème
JJ/ AEK. DJELLOULI 55 kg 13 pts
20-10-2026 1.500 m 7ème
JJ/ AEK. DJELLOULI 55 kg 12 pts
Le parcours du jour pourrait bien avantager ses chances pour effacer son dernier échec.
Conclusion : Une priorité.

5 - DALAL EL MESK

S. DJELLOULI 55 kg
07-04-2025 1.300 m 2ème
K. HAOUA 55 kg 12 pts
21-04-2025 1.500 m 10ème
K. HAOUA 55 kg 12 pts
15-05-2025 1.300 m 2ème
K. HAOUA 55 kg 13 pts
25-11-2025 1.500 m 11ème
HA. EL FERTAS 54 kg 12 pts
02-12-2025 1.300 m 6ème
K. HAOUA 55 kg 12 pts
Eloignée des pistes depuis le mois de décembre 2025. Sa participation à l'arrivée n'est pas envisageable à cause de son manque de compétition.
Conclusion : A revoir.

6 - JOUMLLA

MD. ASLI 54 kg
10-03-2026 1.400 m 1ère T.N.C
W. HAMOUL 54 kg 12 pts
24-03-2026 1.400 m 9ème
W. HAMOUL 53 kg 12 pts
29-09-2026 1.400 m 9ème
JJ/ AEK. DJELLOULI 55 kg 12 pts
06-10-2026 1.300 m 2ème
W. HAMOUL 52 kg 12 pts
13-10-2026 1.400 m 11ème
W. HAMOUL 52 kg 13 pts
Elle demeure compétitive pour un accessit malgré son dernier échec enregistré sous les ordres de Hamoul.
Conclusion : Une priorité.

7 - GABION D'HEM

H. BELMORSELI 54 kg
30-12-2025 1.500 m 11ème
AP/ F. BOUBEKEUR 54,5 kg 12 pts
10-03-2026 1.400 m 6ème
AP/ F. BOUBEKEUR 54,5 kg 12 pts
14-04-2026 1.400 m 4ème
W. HAMOUL 56 kg 12 pts
15-09-2026 1.300 m 4ème
W. HAMOUL 56 kg 12 pts
29-09-2026 1.400 m 8ème
W. HAMOUL 54 kg 12 pts
Il est difficile de lui accorder un crédit dans ce prix avec H. Belmorseli.
Conclusion : A revoir.

8 - IMALAYA

W. HAMOUL 53 kg
16-12-2025 1.400 m 5ème
F. ABDI 55 kg 12 pts
30-12-2025 1.500 m 1ère T.N.C
H. RAACHE 55 kg 12 pts
13-01-2026 1.400 m 1ère T.N.C
F. ABDI 55 kg 12 pts
29-09-2026 1.400 m 2ème
F. ABDI 55 kg 12 pts
13-10-2026 1.400 m 7ème
F. ABDI 54 kg 13 pts
Elle ne va pas avoir de difficultés pour négocier une place honorable dans un parcours à son entière convenance.
Conclusion : Une priorité.

9 - EL HADIA

HO. EL FERTAS 53 kg
28-04-2026 1.500 m 7ème
AZ. ATHMANA 55 kg 12 pts
22-09-2026 1.300 m 4ème
HO. EL FERTAS 54 kg 12 pts
29-09-2026 1.400 m 7ème
HO. EL FERTAS 53 kg 12 pts
13-10-2026 1.400 m 10ème
HO. EL FERTAS 53 kg 13 pts
27-10-2026 1.300 m 4ème
W. HAMOUL 54 kg 13 pts
Elle aura une chance pour confirmer son dernier accessit qui a eu lieu sous les ordres de W. Hamoul.
Conclusion : Une possibilité.

10 - GUAZDOUR D'HEM

AP/ F. BOUMEDIENE 52 kg
09-12-2025 1.500 m 10ème
JJ/ KH. BENKHATTOU 54 kg 12 pts
16-12-2025 1.400 m 11ème
HO. EL FERTAS 52 kg 12 pts
20-10-2026 1.500 m 11ème
HO. EL FERTAS 52 kg 12 pts
27-10-2026 1.300 m 11ème
JJ/ KH. BENKHATTOU 55 kg 13 pts
10-11-2026 1.300 m 8ème
JJ/ KH. BENKHATTOU 55 kg 12 pts
Sa participation dans cette épreuve n'est qu'une simple figuration pour garnir les stalles.
Conclusion : A revoir.

11 - NAOURES EL MESK

AP/ F. BOUBEKEUR 50 kg
17-02-2026 1.300 m 7ème
K. HAOUA 55 kg 12 pts
10-03-2026 1.400 m 3ème
YS. BADAOUI 56 kg 12 pts
14-04-2026 1.400 m 2ème
K. HAOUA 55 kg 12 pts
29-09-2026 1.400 m 3ème
AP/ F. BOUBEKEUR 49 kg 12 pts
13-10-2026 1.400 m 6ème
AP/ F. BOUBEKEUR 52 kg 13 pts
Le parcours du jour lui convient pour effacer son dernier échec enregistré sur 1.400m.
Conclusion : Une priorité.

12 - ROMH EL MESK

AP/ IB. BIZ 50 kg
26-09-2025 1.300 m 4ème
WF. DJELLAOUI 53 kg 12 pts
27-01-2026 1.500 m retiré
JJ/ KR. BOUBEKEUR 53 kg 12 pts
29-09-2026 1.400 m retiré
AP/ IB. BIZ 50 kg 12 pts
27-10-2026 1.300 m 12ème
AP/ IB. BIS 50 kg 13 pts
10-11-2026 1.300 m 6ème
AP/ IB. BIZ 50 kg 12 pts
Il peut prétendre à un accessit malgré ses derniers échecs.
Conclusion : Une possibilité.





PRONOSTICS

PARI QUARTE	PARI QUINTE
2 - 8 - 1 - 4 - 11	2 - 8 - 1 - 4 - 11 - 6
Possibilités: 6 - 9	Possibilités: 9 - 12
Champ F : 2 - 8 - 1 - X	Champ F : 2 - 8 - 1 - 4 - X
Champ F : 2 - 8 - X - 4	Champ F : 2 - 8 - 1 - X - 11
Champ D : 2 - 8 - X - X	Camp D : 2 - 8 - 1 - X - X
2 - 1 - 8 - 4 - 11 - 9	2 - 1 - 8 - 4 - 11 - 9 - 12

Résultats et Rapports P.M.U
Hippodrome de Laghouat
Lundi 16/11/2026

Paris TIERCE-QUARTE-QUINTE
10 - 14 - 6 - 4 - 17
LE GAGNANT/ G: 1.700 DA
TIERCE/ G: 1.500 DA P: 300DA
QUARTE/ G: 5.000 DA P: 500 DA
QUINTE/ G: cagnotte P: 1.200 DA